

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Allocution prononcée
à l'Université McMaster
par le très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État
aux Affaires extérieures

Hamilton, Ontario

le 31 octobre 1988

Canada

Dans un peu plus d'un mois, nous marquerons le premier anniversaire d'un accord vraiment historique. En effet, le 6 décembre dernier, le secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev et le président Ronald Reagan signaient le Traité sur les forces nucléaires intermédiaires. C'était là un événement important des temps modernes: pour la première fois on s'entendait sur le démantèlement de toute une catégorie d'armes nucléaires.

Tous les Canadiens ont applaudi à cette mesure, car elle a démontré que la catastrophe n'est pas l'issue inéluctable des rivalités entre l'Est et l'Ouest.

L'année prochaine, nous célébrerons un autre événement marquant: le quarantième anniversaire de la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Je mentionne ce fait parce qu'il est intimement lié à l'accord de décembre dernier.

Cet accord ne s'est pas réalisé tout seul. Il n'est pas non plus le résultat d'un geste unilatéral de bonne volonté de la part de l'Union soviétique et de ses nouveaux dirigeants, anxieux de montrer leur nouveau visage à l'Ouest. De fait, sa genèse remonte à la fin des années 1970, lorsque les Soviétiques ont pris une importante décision qui était loin d'être bienvenue.

Revenons à cette époque. L'Union soviétique venait d'accentuer l'instabilité en Europe en décidant de déployer ses missiles SS-20, une nouvelle génération de missiles à moyenne portée et une arme qui n'avait pas son équivalent en Europe occidentale. L'OTAN a bien essayé de persuader l'Union soviétique de renoncer à son projet, mais les paroles sont restées vaines: les missiles soviétiques ont été déployés. C'est pourquoi les ministres canadiens et les autres ministres responsables de l'OTAN ont pris ce qui est appelé la "double décision", à savoir déployer des armes occidentales en Europe et inviter Moscou à négocier, pour ces armes, un plafond applicable aux deux parties.

La réponse des Soviétiques a été de se dérober aux négociations et de chercher à soulever contre la décision de l'OTAN l'opinion publique dans les sociétés libres de l'Ouest. Leur tactique consistait surtout à mobiliser les mouvements pacifistes de l'Europe occidentale contre le déploiement envisagé par l'OTAN.

Certains d'entre vous se souviendront des défilés et des manifestations, accompagnés d'une offensive diplomatique soutenue de la part des Soviétiques visant à briser la détermination et l'unité de l'Ouest.

L'Union soviétique en a retiré d'énormes bénéfices sur le plan de la propagande, même s'il est désormais clair d'après les chiffres de l'Accord FNI qu'elle a déployé en Europe quatre fois plus d'ogives que les États-Unis.

En dépit toutefois des pressions de la propagande, les gouvernements occidentaux ont tenu bon; les euromissiles ont été installés et l'Union soviétique, incapable d'ébranler l'unité de l'Ouest, a accepté le deuxième élément de la décision de l'OTAN; les négociations ont abouti à l'accord historique de l'année dernière. La négociation n'était pas le premier choix des Soviétiques. Leur objectif était avant tout de diviser l'OTAN. Faute de réussir, ils ont négocié.

D'autres facteurs sont entrés en ligne de compte, bien entendu, surtout la nouvelle attitude d'ouverture et de souplesse que MM. Gorbatchev et Reagan affichent tous les deux aujourd'hui. Toutefois, si la "double décision" avait échoué, ou si les mouvements pacifistes avaient réussi à imposer leurs vues, rien n'aurait pu pousser les Soviétiques à retirer leurs missiles.

J'aimerais rappeler un fait qui devrait être évident. La guerre nucléaire serait terrible. Sa possibilité nous effraie tous, enfants comme adultes. Mais des guerres terribles peuvent être menées sans armes nucléaires. Pensons à l'Iran et l'Iraq. Pensons au Cambodge. Pensons aux Croisades. La guerre ne cessera pas d'exister simplement parce que nous en formulons le voeu. Nous pouvons essayer de l'arrêter lorsqu'elle éclate. Nous pouvons dépêcher des missions de maintien de la paix là où cela est nécessaire. Et nous pouvons travailler à empêcher la guerre, en nous servant d'outils qui comprennent aussi bien l'aide étrangère que la menace de représailles. Lorsqu'il est question de l'importance de l'OTAN, il ne faut pas oublier que l'Europe, qui s'est enflammée deux fois dans les quarante ans qui ont précédé l'établissement de cette organisation, n'a connu depuis aucune guerre. Il ne s'agit donc pas d'un débat opposant bellicistes et pacifistes. Il s'agit d'un débat sur la meilleure façon de préserver la paix et de faire progresser la liberté dans le monde.

L'histoire nous enseigne que personne ne peut négocier avec succès à partir d'une position de faiblesse. De toute évidence, les Soviétiques ne cèdent que devant la

force. À la fin des années 1970, lors du déploiement des missiles soviétiques, l'Ouest s'est rendu compte que les mots seuls ne suffisaient pas. L'année dernière, M. Gorbatchev et M. Reagan nous ont montré ce qui arrive lorsque l'Ouest reste fort et uni.

La leçon que nous en avons tirée est claire: le progrès est impossible sans la volonté de négocier et sans la puissance qui nous permet d'être pris au sérieux. La clé de cette puissance est l'OTAN.

L'OTAN a vu le jour à une époque difficile. Elle a été créée quatre ans à peine après la fin du conflit le plus terrible qu'ait connu l'humanité. Dévastée, l'Europe cherchait à trouver les moyens économiques, sociaux et politiques de se rétablir.

L'Europe était alors en proie à des événements qui auguraient mal de l'avenir: une guerre civile fomentée par les Soviétiques ravageait la Grèce; un blocus menaçait Berlin; les démocraties naissantes de l'Europe orientale disparaissaient une à une. C'est sur cette toile de fond peu encourageante que le Canada, les États-Unis et leurs alliés de l'Europe occidentale ont décidé de s'unir pour établir ce moyen de défense collective. Je noterai ici au passage que l'un des principaux artisans européens de cette alliance a été le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne. La création de l'OTAN n'a pas été une initiative américaine: cet organisme était en fait beaucoup plus d'inspiration anglo-canadienne et son but était de veiller à ce que, au lendemain de cette grande guerre, l'histoire ne se répète pas à cause d'un nouveau repli des États-Unis sur eux-mêmes.

Pourquoi y avons-nous adhéré? Pourquoi y sommes-nous restés? Pourquoi en faisons-nous toujours partie?

La réponse à chacune de ces questions est la même. Nous faisons partie de l'OTAN parce qu'il est dans le plus grand intérêt du Canada que l'Alliance de l'Atlantique Nord soit forte. De toute évidence, le monde a beaucoup changé depuis 1949, mais nombre des conditions qui ont mené à l'établissement de l'OTAN existent encore aujourd'hui. L'Europe est toujours divisée entre des sociétés qui sont libres et d'autres qui ne le sont pas. Le Canada est toujours profondément intéressé à servir la cause de la liberté en Europe. L'Alliance atlantique est toujours un

puissant moyen de contrecarrer l'instinct isolationniste des Américains et de les encourager à collaborer avec les autres pays libres. De la même façon, elle favorise la coopération à l'intérieur de l'Europe ainsi que la coopération entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Certaines choses ont cependant changé; les missiles stratégiques font aujourd'hui peser sur le Canada une menace directe beaucoup plus grave. Notre territoire est situé entre les deux superpuissances. Même si nous réorientons nos politiques, cela ne changera rien à la géographie et, puisque les missiles ne vont pas disparaître simplement parce qu'on en formule le voeu, il est essentiel, pour notre propre sécurité, de maintenir des institutions qui permettent de les contrôler ou d'en réduire le nombre.

Voyons un peu quels sont les intérêts du Canada.

Aucun autre pays occidental n'est dans la même situation géographique que nous: pays d'une immense superficie dont la population est clairsemée, ouvert sur trois des grands océans du monde, à l'ouest, à l'est et dans l'Arctique, coincé directement entre les deux grandes puissances nucléaires. Il faudrait, pour défendre et protéger à nous seuls ce territoire, engager d'énormes frais. Ce serait, par contre, inviter les autres nations à grignoter peu à peu notre souveraineté que de refuser de le défendre ou de le protéger. Cela fait partie des réalités de notre pays qui, par sa superficie, vient au second rang dans le monde.

Mais c'est la liberté, et non la géographie, qui constitue la considération suprême.

Les Canadiens jouissent depuis longtemps d'une société et d'institutions libres et démocratiques. Ils ont maintes fois fait la preuve de leur attachement à ces valeurs.

Nous porterons témoignage, la semaine prochaine, aux milliers de Canadiens morts au champ d'honneur pour défendre ces idéaux depuis le début du siècle - au cours de deux grandes guerres en Europe, puis, aux antipodes, au cours de la Guerre de Corée.

La liberté, la prospérité, les valeurs auxquelles nous attachons tant de prix sont protégées ou menacées chez nous selon qu'elles sont protégées ou menacées ailleurs dans le monde.

Ce principe est, depuis le début, au coeur même de la politique étrangère canadienne. Loin de prôner l'isolement, le Canada est l'un des pays qui pratiquent l'internationalisme avec le plus d'efficacité et le plus de constance. Et pourtant, ironie suprême, certains osent prétendre que ce serait faire preuve de nationalisme canadien que de se retirer d'une alliance. Après tout, c'est aux États-Unis que l'isolationnisme est endémique, pas au Canada. Les Canadiens ont toujours cherché à promouvoir la coopération internationale, tandis que les Américains ont plutôt eu tendance à faire cavalier seul; c'est là une des différences entre les deux sociétés qui cohabitent en Amérique du Nord.

C'est pourquoi le Canada cherche à renforcer les organisations internationales comme les Nations Unies, le Commonwealth, la Francophonie, et ses alliances militaires de défense. C'est pourquoi les Canadiens travaillent dans les déserts d'Afrique, dans les villages d'Asie, dans les écoles et hôpitaux d'Amérique latine et des Antilles. C'est pourquoi nous avons constamment joué un rôle de premier plan dans le mouvement de libéralisation et d'expansion du commerce international de biens et de services.

Prenons l'OTAN comme exemple. Au moment de sa création, l'OTAN était perçue comme le meilleur moyen de garantir la sécurité - condition essentielle à la prospérité et la liberté - du Canada et de ses alliés, les États-Unis et les pays d'Europe occidentale. Nous avons aussi tout intérêt à promouvoir le relèvement de l'Europe de l'Ouest.

Avec une population qui dépasse largement les 300 millions, celle-ci est maintenant la région la plus prospère du monde. Ce n'est pas arrivé par accident.

L'OTAN a été un élément clé de la reconstruction de l'Europe après la dévastation de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe est redevenue forte parce qu'elle jouit, depuis quatre décennies, en plus de la stabilité politique, de la plus longue période ininterrompue de paix depuis le début du siècle. La sécurité et la paix qui ont permis à l'Europe occidentale de prospérer et de croître ont été assurées grâce à l'affirmation collective, par le biais de l'OTAN, de la volonté des pays occidentaux.

Comme dans la plupart des autres ententes de coopération, l'unité et la résolution de l'OTAN n'ont pas été maintenues sans efforts et sans tiraillements. Il a fallu faire face constamment aux tentatives d'éclatement venues tant de l'intérieur que de l'extérieur de l'Alliance.

Par moments, on a mis en doute l'attachement des États-Unis pour l'Alliance ou cru qu'il faiblissait. Le poids des engagements internationaux des États-Unis ou la frustration d'avoir à supporter le gros des coûts, a, à l'occasion, poussé certains Américains à vouloir se soustraire au fardeau de la défense collective, à faire cavalier seul, à ne se préoccuper que de leurs intérêts. La fermeté de l'engagement des États-Unis suscite périodiquement des inquiétudes en Europe. Il y a souvent des tensions que le Canada est bien placé pour atténuer.

Il va de soi que je ne soulève pas ces questions aujourd'hui sans raison. Nous sommes en période électorale, et l'une des résolutions adoptées par le Nouveau Parti Démocratique est la suivante:

"Il est résolu que le Nouveau Parti Démocratique réitère son engagement envers la paix et le désarmement en réaffirmant sa politique visant le retrait du Canada de l'OTAN et des autres alliances militaires".

Le chef du NPD a réitéré cet engagement au cours du débat, la semaine dernière, en faisant valoir que le retrait ne serait pas immédiat. En vertu de la proposition du NPD, le Canada commencerait cependant immédiatement à retirer ses troupes de l'Europe et ferait connaître son intention de "... se retirer... de l'OTAN et des autres alliances militaires".

L'une ou l'autre de ces mesures aurait pour effet de communiquer à nos alliés un dangereux message de désunion et pourrait encourager l'Union soviétique à redoubler d'efforts pour diviser les pays occidentaux, au détriment peut-être du processus des négociations sur les armements. Tout comme une alliance occidentale solide a permis à ces négociations de progresser, une alliance occidentale divisée pourrait faire disparaître toute incitation à négocier des réductions d'armements.

Qu'on ne s'y trompe pas. L'alliance des pays occidentaux s'en trouverait affaiblie si le Canada faisait part de son intention de quitter l'OTAN. Par ailleurs, le retrait des troupes canadiennes de l'Europe éveillerait la crainte, chez les Européens, d'être laissés à eux-mêmes, et pourrait encourager les isolationnistes américains à emboîter le pas. Le Canada est l'un des architectes de l'Alliance, et si nous nous en retirons, elle s'en trouvera inévitablement affaiblie.

En plus des risques qu'elle présente pour l'OTAN, cette abdication devant nos responsabilités va à l'encontre de ce que les traditions canadiennes ont de meilleur. C'est un acte d'isolement, un acte contraire à la coopération internationale. De quoi nous retirerons-nous ensuite? De l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, parce que nous ne prions pas les décisions du GATT? De l'UNESCO, parce que nous n'aimons pas certains de ses programmes? De l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, parce que le résultat d'une élection n'est pas ce que nous aurions voulu? Les Canadiens ont, dans chacune de ces organisations, éprouvé des frustrations. D'aucuns ont suggéré que nous nous en retirions, que nous réduisions nos contributions, ou que nous nous soustrayions à leurs règles. Mais la tradition canadienne veut que nous demeurions actifs au sein des organisations internationales, que nous cherchions à les renforcer, à les rendre plus constructives. C'est cette tradition qui nous a amenés à créer l'OTAN, par nécessité. Elle devrait maintenant nous amener à renforcer cette organisation, parce que nous avons besoin de l'équilibre et de l'unité qu'elle apporte.